

# Témoignage d'un ancien membre d'un groupe anti-banditisme : comment les politiques ont voulu Molenbeek

écrit par Maurice Destree | 7 janvier 2016



Pour nous en Belgique, on le répète depuis quelques semaines à l'envi: nos politiques sont responsables de la dégradation des conditions de vie à Molenbeek et autres lieux de Bruxelles.

Voici le constat « de première ligne » d'un ancien membre d'un groupe Anti-Banditisme et Terrorisme (ABT) de la Gendarmerie belge entre 1987 et 1994. Il s'adresse à des Français et essaie de leur faire comprendre ce qui s'est passé en Belgique...

Gendarmes 2« *Je suis belge et j'étais membre d'un groupe Anti-Banditisme et Terrorisme (ABT) de la Gendarmerie belge entre 1987 et 1994. Voici quelques pistes qui pourront peut-être vous aider à comprendre ce qui se passe dans cette commune de Bruxelles: [Molenbeek.](#)*

**1. Abandon par les forces de l'ordre de certains quartiers de Bruxelles depuis une vingtaine d'années.**

Dans les années 1980-90, le groupe ABT pouvait opérer dans TOUS les quartiers de Bruxelles: chauds ou pas. Certaines opérations engendraient des troubles de l'ordre public, telles qu'émeutes, mais **on ne nous interdisait jamais l'accès à ces zones.**

Dans les années quatre-vingt-dix, le vent a tourné. **Des notes de service nous recommandaient de ne pas nous rendre dans certains quartiers chauds à forte densité de population d'origine étrangère.** Afin d'éviter la « provocation » de la part des gendarmes, le délit de « sale gueule » et les émeutes ! Résultats: ces quartiers, dont Molenbeek, sont devenus des zones de non droit où tous les trafics ont pu se développer sans plus aucune contrainte policière.

**Enfin, ce groupe ABT a été dissous en 1994.** Officiellement parce que certains de ses membres étaient proches de mouvements d'extrême droite flamande. Officieusement peut-être parce que ce groupe gênait les politiques de gauche.

## **2. Fusion police/gendarmerie dans les années 2000.**

Jusqu'en 2000, il y avait en Belgique deux, voire trois corps de police. D'une part la Gendarmerie nationale, d'autre part la Police communale et la Police Judiciaire. Une organisation similaire à celle de la France actuellement.

Ensuite vint la fusion entre la Gendarmerie et la Police pour créer deux entités : d'une part la Police Fédérale, d'autre part la Police Locale. La Police Fédérale comporte des services opérationnels nationaux tels que police de la route, police judiciaire (investigation), unités spéciales...

La Police Locale est organisée par Zones de Police (196 au total) issues de la fusion des ex-polices municipales et des ex-brigades de Gendarmerie.

Chaque Zone de Police est dirigée par un Chef de Corps, lui-même sous l'autorité du Bourgmestre (Maire). Celui-ci est aidé dans la gestion de sa Police par des Conseillers Communaux

(adjoints et conseillers au Maire). **Cela veut dire qu'en fonction de la couleur politique du Bourgmestre, les tendances et méthodes sécuritaires des différentes Zones de Polices ne seront pas du tout en harmonie !**

Ce qui n'était pas le cas avant la fusion. La Gendarmerie, dépendant de trois Ministères (Justice, Intérieur et Défense), garantissait une certaine neutralité par rapport au politique et assurait un plan d'action uniforme dans toutes les communes et sur tout le territoire national.

### **3. Participation au sein du conseil communal de Molenbeek d'un nombre important de belges d'origine étrangère (principalement marocaine) dont un islamiste notoire**

Si vous allez sur le site officiel de la Commune de Molenbeek, vous constaterez que **sur 46 membres du Conseil Communal, 20 sont d'origine extra-européenne** (prénom et nom à consonance musulmane), dont un représentant du parti ISLAM. Rappelons que certains membres de ce parti sont pour la Charia et un Etat islamique en Belgique !

Certes, ces conseillers communaux ont été élus démocratiquement mais n'a-t-on pas atteint les limites de la Démocratie ? Il est bon de se demander quelle influence ils ont eue sur la gestion de la Commune et sa Police ?

Voilà. Je suis dégoûté car, je le répète, les politiques le savaient, la sonnette d'alarme avait maintes fois été tirée par différents services sur le terrain !

**Christian Penant**